

SYRIE

Régime et rebelles engagés dans une guerre d'usure sanglante à Alep

Ce devait être «la mère de toutes les batailles» en Syrie, mais la lutte pour Alep est désormais entrée dans son deuxième mois et les rebelles comme l'armée se disent prêts à une longue guerre d'usure pour la deuxième ville du pays.

«Nous n'avons pas assez d'armes et les forces du régime n'ont pas assez d'hommes», résume Abou Haidar, un combattant rebelle du quartier de Seif al-Dawla, dans le sud-ouest de la ville, où se sont concentrés les combats.

Au moins 200 000 personnes ont fui la ville depuis que le conflit a gagné Alep, une métropole de 2,5 millions d'habitants à l'industrie et au commerce longtemps florissants mais où la guerre a tracé un sillage de destructions, avec ses bâtiments bombardés et ses boutiques fermées.

«C'est une longue guerre. Chaque partie veut régler ses comptes, mais c'est une guerre d'usure qui va durer, avec des bombardements et des combats tous les

jours», estime Rami Abdel Rahmane, chef de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), basé en Angleterre, mais s'appuyant sur un réseau de militants et de témoins à travers la Syrie.

Certains commandants rebelles se disent conscients que même si l'Armée syrienne libre (ASL), une coalition hétéroclite de déserteurs et de civils ayant pris les armes, prend le contrôle de la ville, ils resteront toujours sous la menace de l'armée de l'air, à la force de frappe nettement supérieure.

Le président «Bachar al-Assad est comme un animal blessé maintenant. Alors je ne m'attends pas à ce que lui ou son armée agisse de manière logique», explique Abou Mohamed, qui dirige une petite brigade rebelle près de la Citadelle d'Alep. Ancien soldat qui avait obtenu l'asile politique

en Belgique il y a trois ans, il est revenu l'année dernière pour participer à la rébellion.

«Il m'arrive de penser qu'il veut que nous prenions la ville afin de pouvoir ensuite l'encercler et nous affamer. Il pourrait alors attendre, essayer de nous isoler et espérer que nous fassions des erreurs, que les civils se retournent contre nous», ajoute-t-il.

Mardi, Abdel Jabbar al-Oqaidi, un haut responsable de l'ASL à Alep, a assuré que les rebelles contrôlaient plus de 60% de la ville, ce qu'une source au sein des services de sécurité à Damas a qualifié de «totalement faux».

D'autant plus que jeudi, des habitants ont affirmé que l'armée avait repris trois quartiers chrétiens au cœur de cette ville essentiellement sunnite, dont le contrôle semble essentiel tant pour le régime que pour l'opposition.

Selon la source de sécurité à Damas, les rangs des rebelles ne cessent de croître mais manquent cruellement d'armes, en particulier parce que l'aviation a détruit de nombreuses caches.

L'armée essaie de placer ses chars et ses hommes dans les principales rues pour isoler les quartiers les uns après les autres puis de «purger» chaque zone, explique cette source. «Cela prend beaucoup de temps.»

Selon Amnesty International, les conséquences de ces combats sont «atroces» pour les civils, avec de très nombreuses victimes tuées ou blessées chez elles ou en faisant la queue pour acheter du pain.

Les hommes d'Assad contrôlent pour l'instant la Citadelle,



Photo : DH

une ancienne forteresse au cœur de la vieille ville, mais les combattants rebelles encerclent cette zone et harcèlent les soldats.

Pendant des semaines, les rebelles se sont préparés à une puissante offensive terrestre de l'armée pour reprendre la ville, mais elle n'est jamais venue. Pour certains commandants, c'est à cause de l'exemple d'Azaz, à une quarantaine de kilomètres au nord d'Alep, près de la frontière turque.

Les forces gouvernementales ont lancé en février un vaste assaut contre cette ville rebelle de 70 000 habitants, mais après des mois de combats, l'ASL en a repris le contrôle fin juillet.

«L'armée d'Assad avait préparé une grande offensive terrestre mais quand est venue l'heure de combattre, les soldats étaient divisés et se sont battus entre eux», assure Abdallah, qui a déserté il y a un an pour rejoindre la rébellion. «Maintenant, Assad sait qu'il ne

peut pas faire confiance à ses propres hommes s'il veut envoyer des troupes au sol. La bataille d'Azaz s'est jouée à une échelle relativement petite, mais s'il déploie 20 000 hommes pour attaquer Alep et que la même chose se produit, imaginez les conséquences», ajoute-t-il.

«C'en serait fini de sa crédibilité, l'armée entière ferait défection et le régime s'écroulerait», insiste-t-il.

«La sécurité de la Syrie est aussi la nôtre», affirme un responsable iranien

Un responsable iranien, Alaeddine Boroujerdi, a déclaré à l'issue d'une rencontre à Damas avec le ministre des Affaires étrangères, Walid Mouallem, que son pays considérerait la sécurité de la Syrie comme la sienne, a rapporté l'agence de presse officielle iranienne, IRNA.

«Nous considérons la sécurité de la Syrie comme la nôtre», a déclaré M. Boroujerdi, président

de la Commission parlementaire iranienne pour la politique étrangère, dont le pays est un allié-clé du régime du président Bachar al-Assad.

«En conséquence, nous resterons aux côtés de nos frères syriens», a souligné le responsable iranien.

Pour sa part, le chef de la diplomatie syrienne, Walid Mouallem, a affirmé que Damas n'entamerait pas de négociations avec l'opposition tant que le pays n'aura pas été «purgé» des rebelles, selon l'agence IRNA.

«Le projet de négociations entre le gouvernement syrien et l'opposition ne commencera qu'après que la Syrie sera purgée des groupes armés», a dit le ministre syrien à l'issue de la rencontre.

«La condition pour toute négociation politique (...) est que cessent les violences des groupes armés et qu'une déclaration soit faite pour exprimer l'opposition à toute intervention militaire étrangère en Syrie», a ajouté M. Mouallem.

La visite du responsable iranien, qui devait également rencontrer le président Assad et le vice-président Farouk al-Chareh, survient à quelques jours du sommet des Non-Alignés prévu à Téhéran les 30 et 31 août.

L'Iran, tenu jusqu'à présent à l'écart de la plupart des efforts internationaux pour ramener la paix en Syrie, présentera en marge du sommet une «proposition», dont les détails n'ont pas été révélés, pour un règlement du conflit en Syrie.

Trente-six chefs d'Etat ou de gouvernement et une quarantaine de ministres ou hauts responsables sont attendus au sommet, auquel le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a décidé d'assister en dépit des réserves exprimées par les Etats-Unis et Israël.

ÉGYPTE

Les autorités rouvrent le point de passage de Rafah de façon permanente

Les autorités égyptiennes ont procédé dimanche à la réouverture permanente du point de passage terrestre de Rafah, en application du mécanisme en vigueur avant sa fermeture au début du mois courant.

Dès dimanche, le point de passage sera ouvert aux Palestiniens des deux côtés, avec les mêmes horaires que par le passé soit de 9h à 17h mais sera fermé les jours fériés, a annoncé la télévision égyptienne citant une source responsable à Rafah.

D'autre part, le journal égyptien *Al Watan* citant une source militaire, a rapporté que le ministre de la Défense égyptien Abdelfatah Essissi, se rendra ce

jour à Sinaï après une rencontre avec la délégation du mouvement Hamas chargée de la sécurité arrivée au Caire pour coordonner les dossiers sécuritaires conformément à l'accord conclu entre le président égyptien Mohamed Morsi et le chef du gouvernement démis Ismail Haniya. Essissi devra rencontrer également le commandant général des forces multinationales présentes dans la région frontalière à Sinaï.

Les opérations militaires à Sinaï se poursuivaient et «ne cesseront» qu'après l'arrestation des auteurs des événements de Rafah qui ont causé la mort de 16 soldats égyptiens, ajoute la même source avant d'affirmer que le ministre devra annoncer dans les heures qui viennent les noms des personnes impliquées dans cet acte.

Cette visite coïncide avec ce qui a été rapporté par les médias égyptiens citant des sources sécuritaires et locales «de haut niveau» dans le nord de Sinaï autour de contacts secrets entre des représentants de parties officielles et des éléments de

groupes salafistes djihadistes à Sinaï dans le but de contenir la situation craignant la propagation des ces actes terroristes en dehors de la région.

Selon le quotidien égyptien *Al Yaoum Essabii* (le septième jour), une rencontre a eu lieu samedi avec des éléments extrémistes dans les villes de Rafah et Cheikh Zoueid pour négocier plusieurs questions liées à la sécurité.

D'autres sources médiatiques ont indiqué que ces rencontres visaient à prévenir «les menaces» récemment proférées par les groupes extrémistes ciblant d'autres provinces d'É-

gypte notamment après l'opération militaire menée depuis le début du mois en cours à Sinaï.

Cette évolution intervient au moment où l'armée égyptienne poursuivait le remblayage des tunnels tout au long de la bande frontalière entre l'Égypte et Ghaza et ce, pour la troisième semaine consécutive.

Par ailleurs, une source sécuritaire égyptienne a rappelé que l'opération de remblayage des tunnels côté égyptien devra se poursuivre quotidiennement jusqu'à la fermeture des tunnels, soulignant que près de 120 tunnels ont été fermés à ce jour.